

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 5 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KALISTRUT AEROSPACE

1 avenue Marc Seguin
CS 14 189
26 240 Saint-Vallier

Références : 20251105-RAP-DAEN1172
Code AIOT : 0006102733

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement KALISTRUT AEROSPACE implanté 1 avenue Marc Seguin, CS 14 189, 26 240 Saint-Vallier. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre de l'utilisation sur le site de produits chimiques inscrits à l'annexe XIV du règlement européen REACH c'est-à-dire soumis à autorisation.

Il a aussi été question des prélèvements d'eau souterraine avec l'objectif d'actualiser les prescriptions de prélèvements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KALISTRUT AEROSPACE
- 1 avenue Marc Seguin, CS 14 189, 26 240 Saint-Vallier
- Code AIOT : 0006102733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KALISTRUT Aerospace fabrique des bielles pour l'aéronautique (bielles de structure et de commande de vol).

On retrouve sur le site notamment les activités de traitement de surface, travail mécanique des métaux.

Le site fonctionne en 3 x 8 du lundi au vendredi (avec parfois une extension d'activité limitée le samedi matin) et emploie plus de 200 personnes parmi lesquelles 150 pour les postes de production.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques.

Thèmes de l'inspection :

- REACH ;
- Eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	REACH – Usage substance annexe XIV	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV	Sans objet
2	REACH – Substitution	Règlement européen du 18/12/2006, article 55	Sans objet
3	REACH – Notification article 66	Règlement européen du 18/12/2006, article 66	Sans objet
4	REACH – Usage substance annexe XIV	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV	Sans objet
5	REACH – Substitution	Règlement européen du 18/12/2006, article 55	Sans objet
6	REACH – Notification article 66	Règlement européen du 18/12/2006, article 66	Sans objet
7	REACH – Usage substance annexe XIV	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV	Sans objet
8	REACH – Substitution	Règlement européen du 18/12/2006, article 55	Sans objet
9	REACH – Notification article 66	Règlement européen du 18/12/2006, article 66	Sans objet
10	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien conscient de la situation concernant l'utilisation de substances inscrites à l'annexe XIV du règlement REACH, l'exploitant a d'ores et déjà fait le nécessaire pour substituer, d'ici quelques semaines, l'une de ces substances dans son process.

Pour les deux autres, il est pour l'heure lié aux exigences de ses clients qui ne permettent pas de substitution.

Concernant les prélèvements d'eau souterraine, le sujet est pris au sérieux et le projet permettant d'acter la réduction des prélèvements devrait être finalisé au cours de l'année 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : REACH – Usage substance annexe XIV

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV
Thème(s) : Produits chimiques, Usage substance annexe XIV :Trioxyde de chrome
Prescription contrôlée : Utilisation d'une substance listée à l'ANNEXE XIV du règlement n°1907/2006 REACH du 18/12/2006 Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement
Constats : Pour sa production, l'exploitant utilise de la Bonderite 1200 contenant notamment du trioxyde de chrome. Le trioxyde de chrome (N° CE : 215-607-8, n° CAS : 1333-82-0), substance listée à l'annexe XIV du règlement REACH, est utilisé sur le site pour réaliser les finitions chromatées de cadmiage ainsi que la conversion chimique sur aluminium. Depuis la « sunset date » du 21 septembre 2017, cette substance est interdite sauf pour les utilisations qui ont été instruites et autorisées par la Commission européenne. L'utilisation du produit contenant cette substance est réglementé par les prescriptions de la décision C (2020)8797 (y compris une surveillance au moins annuelle des émissions de chrome VI dans les rejets atmosphériques et aqueux). L'exploitant fait analyser annuellement les émissions atmosphériques par l'APAVE. Le dernier rapport n'indique pas de non-conformité. Il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles sur le site. Le produit utilisé dans l'établissement est concerné par 3 numéros d'autorisation REACH/24/60/2, REACH/24/61/3 et REACH/24/62/2 qui correspondent à 3 détenteurs de cette autorisation. L'exploitant a présenté en séance et transmis, par courriel, à l'inspection la FDS du produit pour justifier ce point. La facture d'achat était jointe à l'envoi par courriel. Les utilisations qui sont faites du produit sur le site sont conformes à ceux de l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : REACH – Substitution

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 55
Thème(s) : Produits chimiques, Substitution :Trioxyde de chrome
Prescription contrôlée : Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.
Constats : L'autorisation REACH pour le trioxyde de chrome est valable jusqu'au 20 décembre 2034. La substance a été identifiée par l'exploitant comme pouvant répondre à une substitution. Concernant la finition cadmiée, les tests de substitution ont d'ores et déjà été réalisés et validés par les clients. La substitution de la Bonderite 1200 par du Finidip 128 CF devrait intervenir dans quelques semaines. Concernant la conversion chimique sur aluminium, les tests techniques ont démarré et deux substances parmi les quatre identifiées par l'exploitant pour la substitution donnent déjà des résultats encourageants. À l'heure actuelle, les études portent sur la résistance à la corrosion, l'adhérence des peintures et la fatigue dans le temps. Le choix final sera dicté par des contraintes plus économiques que techniques. L'objectif est fixé à courant 2027 pour cette substitution. Cela a été rendu possible par un changement de stratégie des clients qui sont passés d'une obligation de produit à une obligation de performance, laissant ainsi à l'exploitant l'opportunité de réaliser la substitution de cette substance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : REACH – Notification article 66

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 66
Thème(s) : Produits chimiques, Notification article 66 :Trioxyde de chrome
Prescription contrôlée : Article 66 1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.
Constats : L'exploitant a fourni en séance la déclaration de notification référencée VH919552-26 réalisée sur le site de l'ECHA le 19 août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : REACH – Usage substance annexe XIV

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV
Thème(s) : Produits chimiques, Usage substance annexe XIV : Chromate de strontium
Prescription contrôlée : Utilisation d'une substance listée à l'ANNEXE XIV du règlement n°1907/2006 REACH du 18/12/2006 Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement
Constats : Pour la réalisation de certains primer (peinture de pièces), l'exploitant utilise principalement le mélange Aerodur Primer S15-90 Yellow qui contient du chromate de strontium. L'exploitant a présenté en séance et transmis, par courriel, à l'inspection la FDS du produit pour justifier ce point. Le chromate de strontium (N° CE : 232-142-6, n° CAS : 7789-06-2) est listée à l'annexe XIV du règlement REACH. Depuis la « sunset date » du 22 janvier 2019, cette substance est interdite sauf pour les utilisations qui ont été instruites et autorisées par la Commission européenne. La substance utilisée dans l'établissement est concernée par deux numéros d'autorisation qui sont REACH/20/7/0 et REACH/20/7/10. L'usage réalisé est conforme aux usages définis par les autorisations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : REACH – Substitution

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 55
Thème(s) : Produits chimiques, Substitution : Chromate de strontium
Prescription contrôlée : Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.
Constats : L'autorisation REACH pour le chromate de strontium est valable jusqu'au 22 janvier 2026. L'exploitant indique que concernant cette substance, aucune substitution n'est prévue pour l'heure. Il indique en effet être tenu par le cahier des charges de sa clientèle et que celle-ci ne propose pas d'autres alternatives. Si quelques nouveaux projets sont dorénavant réalisés à l'aide de peinture à l'eau, il n'y a pas d'évolution sur les projets existants malgré les sollicitations de l'exploitant auprès de ces clients. Tant que la direction donnée par les clients ne le permet pas, la substitution ne peut avoir lieu. Pour l'heure, la situation est conforme à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : REACH – Notification article 66

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 66
Thème(s) : Produits chimiques, Notification article 66 : Chromate de strontium
Prescription contrôlée : Article 66 1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant informe ne pas avoir réalisé la déclaration de notification de cette substance auprès de l'ECHA. L'inspection a donc rappelé l'obligation réglementaire de la réalisation de cette déclaration dans les meilleurs délais. Dans son courriel du 10 octobre 2025, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées la déclaration de notification d'utilisateur en aval de cette substance auprès de l'ECHA, référencée RN579810-12 en date du 10 octobre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : REACH – Usage substance annexe XIV

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV
Thème(s) : Produits chimiques, Usage substance annexe XIV : Hydroxyoctaoxodizincatedichromate de potassium
Prescription contrôlée : Utilisation d'une substance listée à l'ANNEXE XIV du règlement n°1907/2006 REACH du 18/12/2006 Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement
Constats : Pour la réalisation de certains primer (peinture de pièces), l'exploitant utilise principalement le mélange PAC33 PU Primer Green 5Lt qui contient du dichromate de potassium. L'exploitant a présenté en séance et transmis, par courriel, à l'inspection la FDS du produit pour justifier ce point. Le dichromate de potassium (N° CE : 234-329-8, n° CAS : 11103-86-9) est listé à l'annexe XIV du règlement REACH. Depuis la « sunset date » du 22 janvier 2019, cette substance est interdite sauf pour les utilisations qui ont été instruites et autorisées par la Commission européenne. La substance utilisée dans l'établissement est concernée par deux numéros d'autorisation qui sont REACH/20/6/5 et REACH/20/6/8. L'usage réalisé est conforme aux usages définis par les autorisations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : REACH – Substitution

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 55
Thème(s) : Produits chimiques, Substitution : Hydroxyoctaoxodizincatedichromate de potassium
Prescription contrôlée : Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.
Constats : L'autorisation REACH pour le dichromate de potassium est valable jusqu'au 22 janvier 2026. L'exploitant indique que concernant cette substance, aucune substitution n'est prévue pour l'heure. Comme pour le chromate de strontium, il indique être tenu par le cahier des charges de sa clientèle et que, pour cette substance aussi, celle-ci ne propose pas d'autres alternatives.

Seuls quelques nouveaux projets sont dorénavant réalisés à l'aide de peinture à l'eau et, il n'y a pas d'évolution sur les projets existants malgré les sollicitations de l'exploitant auprès de ces clients. Tant que la direction donnée par les clients ne le permet pas, la substitution ne peut avoir lieu. Pour l'heure, la situation est conforme à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : REACH – Notification article 66

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 66

Thème(s) : Produits chimiques, Notification article 66 : Hydroxyoctaoxodizincatedichromate de potassium

Prescription contrôlée :

Article 66 1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant informe ne pas avoir réalisé la déclaration de notification d'utilisation de cette substance auprès de l'ECHA.

L'inspection a donc rappelé l'obligation réglementaire de la réalisation de cette déclaration dans les meilleurs délais.

Dans son courriel du 10 octobre 2025, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées la déclaration de notification d'utilisateur en aval de cette substance auprès de l'ECHA, référencée QY579790-85 en date du 10 octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 2							
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau souterraine							
Prescription contrôlée : Point 1 de l'annexe I modifiée : [...] <u>Volumes prélevés (Hors arrosage) :</u> <table border="1"><tr><td>Débit instantané maximum en m³/h</td><td>110</td></tr><tr><td>Volume journalier moyen en m³/j</td><td>792</td></tr><tr><td>Volume journalier maximum en m³/j</td><td>1200</td></tr></table> [...]		Débit instantané maximum en m ³ /h	110	Volume journalier moyen en m ³ /j	792	Volume journalier maximum en m ³ /j	1200
Débit instantané maximum en m ³ /h	110						
Volume journalier moyen en m ³ /j	792						
Volume journalier maximum en m ³ /j	1200						
Constats : Au cours de la précédente inspection, réalisée le 21 février 2025, la question des prélèvements d'eau souterraine avait été soulevée. Si les prescriptions ont été bien respectées au cours des années précédentes, l'exploitant avait alors indiqué étudier des possibilités de réduction des prélèvements d'eau souterraine, notamment vis-à-vis des eaux utilisées pour le refroidissement des locaux. Les deux possibilités évoquées alors étaient soit la mise en conformité des installations pour s'inscrire dans le cadre réglementaire de la géothermie de minime importance soit l'installation d'un groupe froid. En séance, l'exploitant informe que le projet de mise en conformité des installations pour s'inscrire dans le cadre réglementaire de la géothermie de minime importance tient la corde mais que celui-ci n'est pas encore finalisé. L'inspection encourage donc l'exploitant à finaliser ce projet et à le porter à sa connaissance de sorte que celui-ci puisse être acté par un arrêté préfectoral. Dans l'attente, l'inspection a d'ores et déjà demandé à l'exploitant de se positionner sur la répartition actuelle des prélèvements d'eau souterraine entre celle utilisée pour le process industriel et celle utilisée pour le refroidissement. Un premier arrêté préfectoral complémentaire sera rédigé pour acter cette répartition et, à terme, n'autoriser que le prélèvement d'eau souterraine utilisée pour le process industriel.							
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans les meilleurs délais, l'exploitant porte à la connaissance de l'inspection des installations classées la répartition des prélèvements d'eau souterraine entre celle utilisée pour le process industriel et celle utilisée pour le refroidissement.							
Type de suites proposées : Sans suite							